

SELON L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Les grèves ont fait perdre deux années aux écoliers

La cohorte des élèves de terminale a accumulé un retard de deux années en raison des grèves répétitives qu'a connues le secteur de l'éducation depuis 2003. C'est l'inspecteur général du ministère de l'Education qui l'affirme. Une génération «malmenée», dit-il. Pour éviter davantage le pourrissement de la situation, le département de Benghebrît prévoit, au courant de cette semaine, des rencontres avec le syndicat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les grèves répétitives dans le secteur ont été à l'origine d'un énorme retard estimé à deux années par Nedjadi Messeguem. Résultat : leur niveau scolaire est médiocre et ils arrivent au niveau de l'enseignement supérieur avec beaucoup de lacunes et des profils tronqués.

Le secteur n'en finit pourtant pas avec les mouvements de protestation. Celui du Cnapeste est toujours en cours alors que le secteur est sous la menace d'un autre débrayage à l'appel de la Coordination des syndicats de l'éducation.

Pour tenter de dégeler la situation, le ministère de l'Education compte reprendre langue avec le Cnapeste pour, dit-il, répondre à «certaines revendications» avant la fin de la semaine. Il s'agira de faire le point sur les revendications du syndicat. Certaines, dit-il, dépendent du ministère de l'Education alors que d'autres sont tributaires de «la volonté politique».

Les syndicats regroupés au

sein de la Coordination seront également invités à des rencontres de manière individuelle. Sur le terrain, la grève n'a pas été sans conséquences, même si l'inspecteur général du ministère de l'Education en minimise l'impact. Les compositions, dit-il, se passent «majoritairement dans de bonnes conditions», exception faite de certains établissements du secondaire et du moyen où la situation est gérée «intelligemment» localement. Le ministère, dit-il, fera de son mieux pour que l'ensemble des élèves scolarisés puisse passer les compositions avant les vacances de printemps.

Revenant sur les tenants et les aboutissants des mouvements de protestation, l'invité de la rédaction de la Chaîne III estime que «l'école publique est malmenée», car, dit-il, «il y a une volonté certaine de déstabiliser l'école à cette période où les cours particuliers sont accélérés».

Des cours particuliers qui, selon lui, doivent faire l'objet d'une plus grande surveillance



Photo : DR

Le ministère de l'Education compte reprendre langue avec le Cnapeste.

mais pas seulement de la part du département de l'éducation. D'autres départements comme le commerce doivent s'impliquer puisque l'activité est normalement régie par le registre du commerce.

En dépit des perturbations des cours, le ministère de l'Education est bien déterminé à bannir l'ovni pédagogique qu'est le seuil exigé par les élèves de terminale. L'inspecteur générale reconnaît

néanmoins que le secteur de l'éducation vit une crise en raison des problèmes liés à la formation des enseignants.

Le modèle pédagogique actuel, rappelle-t-il, ne permet pas de former des enfants avec de grandes capacités. Il s'agit d'un modèle où il est demandé aux apprenants de restituer le savoir sans faire appel à leurs capacités d'analyse, de résolution des problèmes ni esprit de synthèse.

En 2003, «on avait été naïfs» en donnant de nouveaux manuels à des enseignants pour la réforme alors qu'il aurait fallu commencer par la formation des enseignants avant la mise en place des réformes. Un aveu d'échec que les personnes chargées de la mise en place de ces mêmes réformes avaient déjà établi.

N. I.

Les parents d'élèves s'insurgent

Les représentants des associations de parents d'élèves de la circonscription Alger-Ouest montent au créneau pour dénoncer la grève qui dure depuis plusieurs semaines dans les écoles.

Le collectif qui s'est présenté à notre rédaction appelle les deux parties en conflit, tutelle - syndicats, «à la raison» et tenter de trouver une solution urgente «dans l'intérêt de l'élève». «Compte tenu de la situation catastrophique dans laquelle est parvenue l'école algérienne, et devant les menaces qui guettent l'avenir de nos enfants, il ne nous est plus permis de continuer

à observer le silence», lit-on dans le communiqué rendu public par ces associations.

Les parents d'élèves appellent les deux parties à «s'engager dans un dialogue sérieux pour trouver une issue favorable dans laquelle se reconnaît chacune des parties dans le seuil minimal».

Ils appellent aussi les syndicats du secteur de l'éducation, initiateurs de ces mouvements de grève, à trouver d'autres moyens de lutte que le débrayage qui déstabilise les enfants.

S. A.

UGTA

Le secrétariat national sera connu demain

Dernière ligne droite pour l'élection du secrétariat national post 12^e congrès de l'UGTA. Reportée à deux ou trois reprises, la réunion de la commission exécutive nationale issue du dernier congrès se tiendra mercredi et jeudi prochains à l'hôtel Mazafran de Zéralda. A l'ordre du jour, l'élection de la nouvelle composante du secrétariat national.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A moins de vingt-quatre heures de la première réunion de la commission exécutive nationale issue du dernier congrès national, d'intenses tractations et de travail de coulisses ont marqué les structures de l'UGTA.

L'enjeu est de taille. Il s'agit d'élire les douze membres du secrétariat national sur les treize que compte cette structure dirigeante de la Centrale syndicale.

Ainsi, si le nombre de candidature a été revu à la baisse, il n'en demeure que la bataille sera rude entre les différents postulants notamment dans la région du centre, de l'est et de l'ouest du pays, où le nombre de candidats a dépassé toutes les prévisions et ce, malgré le travail de «persuasion» effectué par des «sages» de l'UGTA auprès de certains candidats, les invitant à retirer leur candidature. Toutefois, le fait marquant de cette course ouverte au secrétariat national reste, selon des sources très sûres, «le retrait de la compétition de la candidature du secrétaire général de l'Union de wilaya d'Alger, M. Salah Djenouhat».

Le concerné aurait même signifié cette décision au secrétaire général de l'UGTA, au lendemain d'une réunion qu'il avait présidée samedi dernier avec les membres de l'exécutif de l'Union de wilaya d'Alger. Selon les mêmes sources, deux facteurs sont à l'origine de ce retrait.

Le premier serait relatif à l'état de santé de l'intéressé et le second est étroitement lié, dit-

on, à la «grave» crise que traverse depuis une quinzaine de jours l'Union de wilaya d'Alger. Cela dit, si l'intéressé venait à confirmer le jour de la réunion, cela constituerait un important rebondissement dans la course au secrétariat national. Cela dit, la réunion de la CEN aura à débattre de deux points à l'ordre du jour. L'approbation du règlement intérieur et l'élection des membres du secrétariat national.

Le secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd, pour rappel, a été plébiscité par les délégués du 12^e congrès. Quant aux 187 membres de la CEN, ils ont été élus par les délégués des quatre régions. Ainsi, les membres de la Commission exécutive nationale procéderont à leur tour à l'élection des 12 membres du secrétariat national. Ainsi, à vingt-quatre

heures du jour «J», on indique qu'un travail de consensus a été entamé, notamment après la réunion qui s'est tenue à l'est du pays où les membres de la CEN ont eu à définir leur feuille de route pour la réunion des 4 et 5 mars en cours. A ce titre, il est important de noter que la région du Centre, qui dispose de quatre places, est appelée à élire seulement trois représentants, puisque le quatrième est déjà élu en la personne de Sidi-Saïd.

Sur ce chapitre, on annonce les noms de deux secrétaires généraux de fédérations qui bénéficient de grandes chances pour briguer les postes de secrétaires nationaux. On cite les noms de Achour Telli et Amar Takjout, l'actuel secrétaire général de la Fédération des travailleurs cuirs et textiles. Même scénario à

l'Est, où le nombre de candidats serait de six, où les secrétaires nationaux sortants, soit Salah Adjabi et Taïeb Hmarnia sont annoncés au retour du secrétariat national.

Au Sud, la bataille sera très serrée entre les quatre postulants aux deux représentations sudistes du secrétariat national. La question qui reste posée est celle relative au cumul des postes exécutifs. Autrement dit, sera-t-il exigé, conformément aux statuts et règlement intérieur de l'organisation, que les futurs «élus» ne doivent occuper qu'un seul poste exécutif ? Ainsi, si un secrétaire général de fédération ou d'Union de wilaya venait à être élu au sein du secrétariat national, il devrait «impérativement» démissionner de son poste antérieur.

A. B.

COMMUNICATION

Grine à El Tarf et Annaba

Que ce soit à El Tarf, sa première étape, ou à Annaba où il s'était rendu en fin d'après-midi de dimanche dernier dans le cadre d'une visite de travail dans ces deux wilayas de l'extrême nord-est du pays, le ministre de la Communication Hamid Grine a succinctement établi un diagnostic sur la situation de la presse et des journalistes dans notre pays.

Dans ces propos, revenaient à chaque fois les termes «presse plus professionnelle, plus respectueuse de l'éthique, de la déontologie et loin du vedettariat» qui, selon lui, est en train de défigurer l'espace médiatique algérien et de le transformer en un cloaque où presque tout est permis : diffamation, fausse information, manipulation, goût du sensationnel, recherche effrénée du gain facile, plagiat... Le ministre n'a rien épargné aux journalistes ayant participé aux conférences de presse

qu'il avait animées dans ces deux wilayas. Accompagné de plusieurs cadres de son secteur dont les premiers responsables de l'ENRS, la télévision et la TDA, Hamid Grine s'est clairement positionné comme étant un partisan d'une presse qui privilégie les faits rigoureusement vérifiés et les analyses profondément mûries et loin des élucubrations superficielles. Sans pour autant s'ériger en donneur de leçons, il s'est longuement attardé sur les droits et devoirs des uns et des

autres, animateurs directs du monde algérien de l'information. Que ce soit au siège de la station radio régionale d'El Tarf ou de celle de Annaba (cette dernière fait l'objet de travaux de rénovation) qu'il a visités accompagné des walis de ces deux wilayas, le ministre ne ratait pas une occasion pour mettre les points sur les «i» à ceux qui ont tenté de titiller sa susceptibilité. Notamment en ce qui concerne le dossier de la publicité qu'il s'est, pourtant, refusé à aborder lors des deux conférences de presse qu'il a animées.

Journaliste et écrivain avant de devenir ministre, Hamid Grine s'est même permis, à la croisée d'une réponse, de critiquer des positions anachroniques relevées dans des titres de la presse écrite ou audiovisuelle qu'il avait eu à lire ou à voir. Il le faisait dans un

petit commentaire qu'il s'accordait au détour d'une question posée par un journaliste sur la profondeur ou non des commentaires et analyses. Il n'en a pas moins révélé que l'opération établissement des cartes professionnelles des journalistes se poursuit toujours, que le conseil de l'ordre de l'éthique et de la déontologie de la profession sera créé au lendemain du vote de ses membres à organiser incessamment tout autant que la mise en place de l'autorité de régulation de l'audiovisuel et de la presse écrite.

Le ministre a ponctué sa conférence de presse de Annaba en annonçant la réalisation à court terme de trois imprimeries dans différentes régions du sud du pays notamment à Ouargla, Tamanrasset et Illizi.

A. Bouacha